ASSEMBLÉE NATIONALE
Nº 755-20040325

ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

EXTRAIT DE PÉTITION
(Article 64 du Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signé par 3 060 pétitionnaires.

Désignation :
Citoyens et citoyennes résidant au Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

ATTENDU QUE depuis un an la liste d'attente au CRDIQ a progressé dramatiquement, passant de 168 personnes en novembre 2002 à 308 personnes en janvier 2004**;**

ATTENDU un délai d'attente moyen de 36 semaines et plus;

ATTENDU les enjeux importants que cette situation représente pour les personnes en attente et leur famille (dont plus de la moitié sont sans aucun services) en termes de surcharge, de perte d'acquis, d'exclusion et d'isolement social, de sécurité dans certains cas;

ATTENDU l'annonce faite par le gouvernement en juin 2001 de la mise en œuvre de la politique ministérielle *De l'intégration sociale à la participation sociale : Politique de soutien aux personnes présentant une déficience intellectuelle, à leurs familles et au proches, un engagement renouvelé de réseau de la Santé et des Services sociaux*;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous soussignés, demandons à l'Assemblée Nationale de s'assurer de l'injection des budgets supplémentaires nécessaires à l'élimination de la liste des personnes en attente de service au CRDIQ et à la mise en œuvre de cette politique en ce qui a trait à l'accessibilité aux services de réadaptation offerts par le Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Agnès Maltais, députée de Taschereau

(Date)

Pétition présentée à l'Assemblée Nationale du Québec concernant les listes d'attente au Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec (CRDIQ)

Attendu que depuis un an la liste d'attente au CRDIQ a progressé dramatiquement, passant de 168 personnes en novembre 2002 à 288 personnes en novembre 2003;;

Attendu un délai d'attente moyen de 40 semaines et plus;

Attendu les enjeux importants que cette situation représente pour les personnes en attente et leur famille en termes de surcharge, de perte d'acquis, d'exclusion sociale, d'isolement social et de sécurité dans certains cas;

Attendu l'annonce faite par le gouvernement en juin 2001 de la mise en œuvre de la politique ministérielle *De l'intégration sociale à la participation sociale : Politique de soutien aux personnes présentant une déficience intellectuelle, à leurs familles et aux proches, un engagement renouvelé du réseau de la Santé et des Services Sociaux;*

Nous soussignés, demandons à l'Assemblée Nationale de prendre les moyens qu'elle jugera nécessaires à la mise en œuvre de cette politique en ce qui a trait à l'accessibilité aux services de réadaptation offerts par le Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec et à l'élimination de la liste des personnes en attente de services.

	Nom (En lettres moulées)	Adresse	Signature
1	THÉRÈSE LEVESQUE	221 Bl. Bastrand	Thérèse Levesque
2	MURIEL BÉRUBÉ	Ane Sainte	
3	MARIA LEVESQUE	Auberger	
4	Louisette Létarte	Auberger	
5	CLAIRE LEVESQUE	Vanier	
6	HÉLÈNE LEVESQUE	Ane. Lorette	
7	DANIEL LEVESQUE	Vanier	
8	LOUISELLE BOULANGER	Vanier	
9	CLAUDE LEVESQUE	St Jean Chrysostome	
10	BERTE BOUCHER	Vanier	

Retourner dès que complété à :
Coalition contre les listes d'attente au CRDIQ
5225, 3ième avenue ouest, Charlesbourg, QC. G1H 6G6